

Essai nucléaire nord-coréen : menace réelle ou chantage diplomatique ?

42 /// 14 novembre 2016

A l'attention du lecteur • Ce bulletin de veille a pour objet d'éclairer un événement marquant de l'actualité récente, d'en qualifier l'importance et d'en apprécier les conséquences éventuelles, à partir des analyses et des arguments d'experts internationaux. Les sources mentionnées ne sont en aucun cas exhaustives.
Directeur de publication : Franck Smith - Rédacteur en chef : Dr Stéphanie Savina - Rédacteur : Fabien Delheure.

Le 9 septembre 2016, la Corée du Nord annonçait la réussite d'un essai nucléaire d'une puissance inégalée jusqu'alors. Les autorités de la RPDC¹, dont le comité central du PTC², ont officiellement félicité leurs techniciens de ce tir. Ce dernier semblerait signaler les progrès réalisés dans les programmes d'armement nord-coréens et la volonté du pays d'être reconnu comme un Etat nucléaire. La communauté internationale s'inquiète face à ce qu'elle perçoit comme une menace et un défi, en particulier en Corée du Sud et au Japon. L'ensemble de ces pays cherche à évaluer les raisons de ce test nucléaire et à en apprécier l'impact sur les échiquiers géostratégiques coréen et asiatique.

1. FAITS

Un essai au résultat présenté comme inédit. La Corée du Nord a procédé le vendredi 9 septembre 2016 à minuit 30 (GMT) au cinquième test nucléaire de son histoire. Les Américains, les Sud-Coréens et les Chinois ont enregistré un séisme artificiel d'une magnitude de 5,3 sur l'échelle de Richter dans la région de Punggye-ri³. Les estimations de la force de ce tir sont variables, se situant souvent entre 20 et 30 kilotonnes aux USA et 10 kilotonnes⁴ selon le Comité des chefs d'état-major interarmées sud-coréen. Cela en ferait dans tous les cas le plus puissant réalisé à ce jour en RPDC⁵. Cette dernière prétend aussi avoir réussi avec cet essai son premier test d'une bombe à hydrogène, plus avancée technologiquement. Certains experts ont cependant émis des doutes sur ce point, rappelant

que Pyongyang le revendiquait déjà lors du précédent test du 6 janvier 2016. Cet essai fait suite à l'annonce d'un tir de missiles balistiques KN-11⁶ depuis un sous-marin le 24 août et à la confirmation début septembre 2016 d'un projet nord-coréen de nouveau sous-marin balistique. De plus, la date de ce tir ne doit probablement rien au hasard, coïncidant avec la célébration de la fondation de la RPDC le 9 septembre 1948. La Corée du Nord avait aussi considéré comme hostile l'exercice militaire « *Ulchi Freedom Guardian* » se terminant le 2 septembre 2016 et mobilisant 50 000 soldats sud-coréens et 25 000 Américains. Le 6 septembre 2016, Kim Jong-un appelait à poursuivre les efforts de son pays pour le développement de sa force nucléaire. Enfin, deux jours après ce test atomique, le 11 septembre 2016, le dirigeant exprimait sa volonté de voir son pays reconnu internationalement comme un Etat nucléaire militaire⁷.

Les réactions en Asie du Nord-Est. Cet essai a aussitôt déclenché une nouvelle « crise nucléaire » dans la péninsule coréenne et en Asie. La plupart des pays riverains perçoivent une volonté calculée de Kim Jong-un de réaliser une démonstration de force auprès de la communauté internationale⁸. Si les commentaires officiels ont été comme de coutume laudatifs à Pyongyang, le Japon, la Corée du Sud et la Chine ont condamné ce test dès le 9 septembre 2016⁹. Les trois pays ont par ailleurs rappelé que la Corée du Nord violait ainsi la résolution 2270 du Conseil de sécurité de l'ONU adoptée en mars 2016. La présidente sud-coréenne, Park Geun-hye, a dénoncé le même jour « l'inconscience maniaque » du leader nord-coréen menant son pays à l'autodestruction. Séoul a de ce fait demandé de

¹ République Populaire Démocratique de Corée (*Chosŏn Minjujuŭi Inmin Konghwaguk*), dénomination officielle du pays depuis 1948.

² Parti des Travailleurs de Corée, parti unique dirigeant le pays.

³ N. Korean nuke test signals missile threat. *Asahi Shimbun*, 9 septembre 2016. Consulté le 25/10/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/46jN>

⁴ Independence Day. *Russian International Affairs Council*, 12 septembre 2016. Consulté le 25/10/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/46dc>

⁵ Pour comparaison, le bombardement nucléaire d'Hiroshima en 1945 a été mesuré à 15 kilotonnes, équivalent à 15 000 tonnes d'explosif TNT.

⁶ L'arsenal balistique nord-coréen se compose principalement de missiles (opérationnels ou en tests) de type Rodong, Musudan, Taepodong 1 et 2, KN-08, de portées respectives potentielles estimées à 1 300, 4 000, 2 000 et 6 700, entre 8 000 à 10 000 kms.

⁷ La Corée du Nord veut être reconnue comme puissance nucléaire militaire. *45enord.ca*, 11 septembre 2016. Consulté le 25/10/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/46kh>

⁸ Le 5 septembre 2016, trois tests de missiles balistiques nord-coréens avaient ainsi eu lieu quelques heures après la rencontre Xi Jinping - Park Geun-hye en marge du G20 en Chine.

⁹ North Korea claims test of miniaturized nuclear warhead. *Korea Times*, 10 septembre 2016. Consulté le 25/10/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/46id>

nouvelles sanctions internationales contre Pyongyang et a laissé paraître le 17 septembre 2016 son intention de commander de nouveaux avions F-35 américains¹⁰. Le premier ministre japonais, Shinzo Abe, a évoqué un danger sérieux pour la sécurité du Japon avec cet essai « inacceptable ». La Chine a convoqué l'ambassadeur nord-coréen, tout en indiquant comme la Russie privilégier la voie de la négociation multilatérale.

La communauté internationale a dans sa quasi-totalité réagi négativement à cet événement¹¹. L'Association des nations d'Asie du Sud-Est a exprimé sa préoccupation. Dès le 9 septembre 2016, le Conseil de sécurité de l'ONU réuni en urgence déclarait à l'unanimité préparer de nouvelles sanctions à l'encontre de la RPDC. Le président américain Barack Obama évoque une provocation qui devrait aggraver l'isolement international de Pyongyang. Washington et Séoul appellent la Chine à tenir un rôle primordial dans les sanctions internationales¹² et ont réalisé un exercice de simulation de frappes aériennes contre des installations nucléaires nord-coréennes en octobre 2016. Les Etats-Unis soulignent aussi à dessein que la future installation du système anti-missiles THAAD¹³ en Corée du Sud se trouve d'autant plus justifiée par ces apparents progrès technico-militaires nord-coréens. A l'instar des principales capitales européennes, Paris¹⁴ et Londres ont dénoncé ce test perçu comme une fuite en avant du régime de Pyongyang.

2. CONTEXTE

La Corée du Nord, entre surarmement et pauvreté.

L'auteur de cet essai nucléaire est un pays de 25 millions d'habitants, à l'économie pourtant exsangue¹⁵. La richesse par habitant en RPDC est équivalente à celle du Rwanda. L'arrivée au pouvoir en décembre 2011 de Kim Jong-un, fils de Kim Jong-il, avait laissé espérer une évolution du régime¹⁶ mais l'autorité continue d'être concentrée au niveau du « grand soleil du 21^e siècle ». Le « maréchal » Kim Jong-un¹⁷ dirige ainsi un régime dictatorial nationaliste s'éloignant *de facto* du socialisme originel. Il s'appuie sur l'idéologie nationale du « *Juche* », autarcique et souverainiste sur les plans politique, militaire et économique. Menée depuis 1995, la politique « *Songun* » en découle et donne la priorité à des dépenses militaires estimées aux environs de 15% du PIB¹⁸, malgré une prise en compte accentuée du développement économique depuis

2013. « *Songun* » induit que la force militaire nationale, en particulier nucléaire et balistique, est le reflet de celle du régime et de la vitalité du pays dans son ensemble. La politique nucléaire fait partie de l'identité même de la RPDC, qualifiée d'« Etat nucléarisé » depuis la révision de sa Constitution en avril 2012. Le pays cherche à faire reconnaître ce statut à la communauté internationale en se prévalant des précédents indien ou pakistanais. L'objectif militaire affiché par la Corée du Nord de préparer la « guerre pour la réunification » ne paraît plus être réellement une priorité. La justification principale de **la stratégie militaire nord-coréenne**¹⁹ est officiellement « défensive » contre d'éventuelles agressions extérieures. Au vu de l'état économique du pays, elle apparaît comme une stratégie asymétrique hybride basée sur la dissuasion nucléaire et lui associant infiltration de forces spéciales, cyberattaques et guerre psychologique. Il s'agit de répondre à la supériorité militaire américaine mais aussi à la modernisation de l'armée sud-coréenne qui la surclasse désormais qualitativement en terme de capacités conventionnelles. Le pays reste en effet marqué par la **guerre de Corée**²⁰ et a développé une mentalité obsidionale, d'autant plus qu'aucun traité de paix n'a été signé depuis l'armistice de Panmunjom en juillet 1953. La frontière alors fixée au 38^e parallèle est toujours d'actualité et les deux Etats coréens restent séparés par une *delimitarized zone* (DMZ) longue de 248 km. Pyongyang considère comme toujours possible une nouvelle invasion, d'où ses réactions agressives à chaque exercice militaire américano-sud-coréen. Les critiques internationales contre un programme nucléaire censé assurer la sécurité du pays sont aussi perçues comme des menaces déguisées. La Corée du Nord avait pourtant signé le TNP²¹ en 1985 mais s'en est retirée en 2003, accusée de mener un programme nucléaire militaire clandestin depuis 1989. Abdul Qadeer Khan²² a d'ailleurs reconnu en 2004 que son réseau avait aidé la RPDC dans l'enrichissement de l'uranium. Malgré les sanctions internationales renforcées en mars 2016²³, le programme nucléaire nord-coréen a continué sa progression. Le pays a procédé à son premier essai nucléaire officiel le 9 octobre 2006, et à quatre autres depuis lors en incluant celui du 9 septembre 2016. Elle disposerait à ce jour de la capacité de production d'une dizaine de têtes nucléaires²⁴. Parallèlement, le régime nord-coréen développe des programmes militaires balistiques et sous-marins. Selon nombre d'experts, la prudence est de mise quant aux capacités réellement acquises dans ces domaines²⁵, au-delà des effets d'annonce²⁶. Cependant, il semble acquis que les

¹⁰ La Corée du Sud envisage de commander 20 avions F-35 supplémentaires. *Zone militaire*, 17 septembre 2016. Consulté le 25/10/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/46k6>

¹¹ International community lambastes North Korea's second 2016 nuclear test. *Indo-Asia-Pacific Defense Forum*, 15 septembre 2016. Consulté le 25/10/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/46sy>

¹² North Korea Tests a Mightier Nuclear Bomb, Raising Tension. *New York Times*, 9 septembre 2016. Consulté le 25/10/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/46md>

¹³ *Terminal High Altitude Area Defense*, système d'origine américaine.

¹⁴ La France n'a pas à ce jour de relations diplomatiques avec la RPDC.

¹⁵ Le pays a par exemple connu une grave famine entre 1995 et 1997.

¹⁶ Corée du Nord : une perestroïka à l'envers. Nucléaire, fusées et réformes économiques. *Ouvre-terre*, n° 39, 2014/2, p. 197-208.

¹⁷ Titulatures officielles. Kim Jong-un n'a toutefois jamais exercé de fonctions militaires *stricto sensu* au sein de l'armée nord-coréenne.

¹⁸ East Asian Strategic Review 2016. *National Institute for Defense Studies*, juin 2016, chapitre 3, p. 75-108.

¹⁹ The Kim Jong-un Regime's Military Strategy. *Korea Institute for Defense Analyses*, 5 août 2015. Consulté le 26/10/2016. Disponible sur : <http://www.kida.re.kr/?sidx=711&styp=2&pageNo=2&skey=&sword=>

²⁰ La guerre de Corée a opposé de 1950 à 1953 la RPDC et son allié chinois à la Corée du Sud soutenue par une coalition menée par les USA.

²¹ Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

²² Le « père » de l'arsenal nucléaire pakistanais a dirigé jusqu'en 2003 le réseau éponyme, transmettant aussi son savoir à l'Iran et à la Lybie.

²³ Unpacking UNSC Resolution 2270 on North Korea. *European Council on Foreign Relations*, 4 mars 2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/44MP>

²⁴ Les USA et la Russie détiennent environ 7 000 têtes nucléaires chacun, la France 300, la Chine 260 et l'Inde de 90 à 110 (source : *Stockholm International Peace Research Institute*, juin 2016).

²⁵ Status of World Nuclear Forces. *Federation of American Scientists*, 2016. Consulté le 26/10/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/43xf>

²⁶ Par exemple, la présentation en mai 2015 d'un tir sous-marin balistique nord-coréen était en réalité un trucage.

Nord-Coréens soient dans une phase d'accélération de leurs avancées technologiques militaires²⁷.

L'alliance Corée du Sud-USA et le Japon. La République de Corée (RDC) a suivi le chemin inverse²⁸ de sa voisine. Un fort antagonisme avec la Corée du Nord est néanmoins toujours présent malgré de vaines tentatives de rapprochement censées favoriser une réunification pacifique²⁹. Dès son entrée en fonction en février 2013, Park Geun-hye a dû faire face à de brusques regains de tension alternant avec des phases d'accalmie³⁰. Au printemps 2013, Pyongyang menaçait ainsi Séoul et Washington d'une attaque nucléaire suite à leurs condamnations d'un essai atomique nord-coréen. Le développement des programmes d'armement de la RPDC en 2016 a confirmé les craintes exprimées dans le Livre Blanc de la Défense sud-coréen publié en 2015³¹. La Corée du Sud perçoit la stratégie nord-coréenne comme « offensive », la majorité des forces armées de son voisin étant concentrée sur une ligne Pyongyang-Wonsan proche de la frontière. Elle redoute une attaque-surprise massive³², y compris nucléaire. La pensée stratégique militaire sud-coréenne est dès lors focalisée sur la Corée du Nord. Adoptée en 2011, la stratégie de « dissuasion active » implique une capacité de riposte graduée. La défense maritime est aussi mieux prise en compte suite aux incidents de 2010³³. Park Geun-hye mène une « *trustpolitik* » assumant une posture plus ferme sur la défense nationale. Dans ce cadre, l'alliance avec les Etats-Unis reste la clé de voûte de la politique de défense sud-coréenne. Le « pivot » américain vers l'Asie à partir de 2011 a renforcé l'intérêt stratégique de cette alliance aux yeux de Washington. Actuellement, 28 500 soldats américains sont présents en RDC en vertu du *Mutual Defense Treaty* de 1953 garantissant sa sécurité. Depuis 1978, un *Combined Forces Command* (CFC) est basé à Séoul, les Américains détenant toujours le contrôle opérationnel des forces sud-coréennes en cas de guerre. Ce dernier et des règles strictes d'engagement limitent les risques d'escalade militaire imprévue. Le transfert de responsabilité du CFC vers la Corée du Sud a été reporté d'un commun accord en octobre 2014 et ne serait désormais pas envisageable avant 2020³⁴. La décision conjointe du 8 juillet 2016 sur le déploiement du système THAAD d'ici la fin 2017 renforce cette coopération face à la Corée du Nord et irrite la Chine. Toutefois, la « patience stratégique » confirmée dans la NSS américaine 2015³⁵ et la proposition de Barack Obama en juillet 2016 d'une doctrine nucléaire de « *no first use* » ont suscité des inquiétudes en Corée du Sud. Cette attente d'une réassurance américaine est commune avec le Japon et les deux Etats continuent

d'augmenter leurs budgets militaires. Dans son dernier Livre Blanc de la Défense d'août 2016³⁶, Tokyo partage effectivement les craintes de Séoul au sujet des éventuelles capacités militaires de Pyongyang, en particulier celles de produire et de miniaturiser des charges nucléaires.

Ambiguïtés chinoise et russe. Les liens actuels entre la Chine et la RPDC datent de la guerre de Corée et les deux Etats sont liés par un traité d'assistance depuis 1961³⁷. Néanmoins, un relâchement graduel des liens s'est fait sentir à partir de la mort de Mao Zedong en 1976. Les « pourparlers à six³⁸ » avait débouché sur l'accord de Pékin en février 2007, sans effets notoires à ce jour. La Chine a officiellement condamné les tests nucléaires et balistiques successifs de la RPDC depuis 2009. En 2013, pour la première fois, le nouveau dirigeant chinois Xi Jinping a d'abord visité la Corée du Sud. Il convient cependant de ne pas surestimer cette inflexion, Pékin persistant à soutenir la Corée du Nord en de multiples occasions³⁹. Malgré des tensions et une méfiance réciproque, les deux pays continuent en fait à maintenir des relations d'« **otages mutuels**⁴⁰ » fondées sur des intérêts pragmatiques. Si Pékin accepte désormais certaines sanctions internationales contre les programmes nucléaire et balistique nord-coréens, la frontière chinoise n'est pas hermétiquement fermée⁴¹ du fait d'exemptions « humanitaires » à l'interprétation variable. Toutefois, déjà préoccupée par ses différends territoriaux en Mer de Chine, en particulier avec les Philippines et le Japon, le dragon chinois semble rechercher l'apaisement en Corée. De son côté, la Russie mène un « tournant vers l'Asie⁴² » et s'est rapprochée d'une RPDC cherchant à diversifier ses partenaires. Kim Jong-un a ainsi effectué sa première visite d'Etat en Russie en mai 2015. Moscou est ambivalente sur les programmes militaires nord-coréens. Elle coopère parfois avec ce pays⁴³ tout en dénonçant simultanément ses essais nucléaires et les activités militaires américaines en Corée du Sud, les deux étant facteurs de tensions régionales selon elle.

3. ENJEUX

L'avenir de la péninsule coréenne est impacté par la politique nucléaire nord-coréenne qui rend improbable à ce jour une **réunification**. Au-delà de son coût financier, la Corée du Sud la voit désormais comme un objectif de long terme au vu de l'agressivité de sa voisine. Séoul s'interroge sur la possibilité d'un *statu-quo* apaisé à moyen terme et a

²⁷ East Asian Strategic Review 2016, *op.cit.*

²⁸ Une démocratie de 50 millions d'habitants, 12^{ème} économie mondiale.

²⁹ Accord de base intercoréen en décembre 1991, premier sommet entre les deux Corées en 2000, « *sunshine policy* » de 1998 à 2008, entre autres.

³⁰ CADEAU, Ivan. *La guerre de Corée*. Perrin, ed. 2016, p. 286-310.

³¹ 2014 Defense White Paper. *Ministry of National Defense, Republic of Korea*, janvier 2015. Disponible sur : <http://urlz.fr/44Rt>

³² La RPDC dispose de la 3^{ème} armée d'Asie en nombre (1,19 millions d'hommes contre 0,65 en Corée du Sud), derrière la Chine et l'Inde.

³³ L'armée nord-coréenne avait alors torpillé la corvette *Cheonan*, tuant 46 soldats sud-coréens, et bombardé l'île de Yeonpyeong.

³⁴ U.S-South Korea Relations. *Congressional Research Service*, 26 avril 2016. Consulté le 27/10/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/43AU>

³⁵ National Security Strategy. *White House*, février 2015. Consulté le 27/10/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/1S4H>

³⁶ Defense of Japan 2016. *Ministry of Defense*, 2 août 2016. Consulté le 28/10/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/44X6>

³⁷ Ce traité prévoit une aide militaire chinoise en cas d'attaque de la RPDC (art.2). Certains analystes l'estime *de facto* caduc, Pyongyang en violant l'article 4 par ses essais nucléaires menés sans consulter la Chine.

³⁸ Format de négociation lancé en 2003, comprenant les deux Corées, les Etats-Unis, la Chine, le Japon et la Russie, visant une résolution pacifique du problème de la prolifération nucléaire nord-coréenne.

³⁹ Aides économique, humanitaire et politique (soutien lors de l'incident du *Cheonan* en 2010 et lors de la passation de pouvoir en RPDC en 2011).

⁴⁰ BONDAZ, Antoine. *Chine-Corée du Nord : des otages mutuels. Diplomatie*, n° 71, novembre-décembre 2014, p. 50-53.

⁴¹ 90% des produits énergétiques, 80% des biens de consommation et 40% des ressources alimentaires de la RPDC sont fournis par la Chine.

⁴² Politique russe en Asie : d'une approche bilatérale à une stratégie globale. *Institut Français des Relations Internationales*, 6 juin 2016. Consulté le 28/10/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/43L4>

⁴³ Deux sous-marins russes ont été vendus en 2008 à la RPDC. Le missile balistique Rodong a bénéficié de l'aide russe, ukrainienne et iranienne.

conscience que Tokyo s'inquiéterait de l'émergence d'une nouvelle puissance régionale coréenne unifiée. La RDC se méfie par ailleurs de la **dénucléarisation** totale de la péninsule, évoquée par la Chine et la RPDC, qui risquerait de l'éloigner de l'alliance américaine car incluant leur « parapluie nucléaire ». En outre, Pyongyang ne semble pas réellement vouloir renoncer à son programme nucléaire. La Corée du Nord poursuit en effet des objectifs *in fine* relativement rationnels. La RPDC sait qu'une attaque nucléaire de sa part entraînerait des représailles américaines massives⁴⁴. Elle considère avant tout la dissuasion nucléaire comme la garantie de la sécurité du pays et de la pérennité du régime actuel⁴⁵. Les risques étant une **escalade militaire** imprévue ou un accident nucléaire involontaire dans les réacteurs nord-coréens. La force nucléaire et balistique est appréhendée par Pyongyang comme un moyen de légitimation extérieure et intérieure. Elle permet aux dirigeants de présenter à leur population l'image d'un régime fort la défendant contre les agressions extérieures, tout en attisant à dessein son nationalisme. Kim Jong-un voit aussi dans ces essais un instrument pour asseoir son pouvoir auprès de l'appareil politico-militaire nord-coréen. Les tests militaires et la violente rhétorique extérieure coïncident ainsi souvent avec des périodes de purges internes⁴⁶. A l'international, ils sont utilisés comme un mode de « communication » et un démultiplicateur de puissance. L'**effondrement du régime nord-coréen** ne serait dans l'intérêt d'aucun des intervenants à court terme. L'arme atomique permet à la Corée du Nord de conserver une marge de manœuvre diplomatique, y compris avec la Chine. Avec l'essai du 9 septembre, l'autarcique Corée du Nord veut montrer que le renforcement des sanctions depuis mars 2016 est inefficace et ramener Washington à un dialogue direct. Pyongyang cherche à obtenir des USA la reconnaissance de son existence et du « fait accompli » atomique. D'où le besoin pour la RPDC de crédibiliser⁴⁷ sa dissuasion nucléaire et balistique afin de la rendre efficace. Pour cela, il lui faut prouver ses progrès technico-opérationnels au travers de ses tests⁴⁸. L'insistance nord-coréenne sur l'acquisition de capacités balistiques, d'enrichissement de l'uranium et de miniaturisation de charges nucléaires vise à démontrer la cohérence⁴⁹ et la dangerosité de ses programmes militaires.

La position internationale de la Chine. Le dilemme chinois est de faire évoluer le régime nord-coréen sans déstabiliser cet Etat tampon stratégique⁵⁰. La Chine échangerait la dénucléarisation de la péninsule coréenne

⁴⁴ Is North Korean Threat to Hit the USA for Real? *Centre for Land Warfare Studies*, 31 août 2016. Consulté le 02/11/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/46wD>

⁴⁵ Lors du congrès du PTC en mai 2016, Kim Jong-un a évoqué le développement d'une force nucléaire « d'autodéfense ».

⁴⁶ Des exécutions se sont succédées à Pyongyang depuis 2011, dont celle en 2015 du ministre de la Défense d'alors, Hyun Yong-col.

⁴⁷ LANGLOIT, Philippe. La Corée du Nord est-elle militairement crédible ? *DSI*, n° 123, mai-juin 2016, p. 48-53.

⁴⁸ North Korea's 5th Nuclear Test Sends a Clear Message, But Who's Listening ? *The Diplomat*, 12 septembre 2016. Consulté le 02/11/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/46DD>

⁴⁹ L'enrichissement de l'uranium conditionne la production de têtes nucléaires, la miniaturisation permet d'intégrer des charges aux missiles balistiques, ces derniers étant les vecteurs du système d'arme.

⁵⁰ China's Game on North Korea. *Institute of Peace and Conflict Studies*, 2 août 2016. Consulté le 03/11/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/46NJ>

contre un traité de paix avec les Etats-Unis et la RDC assurant la survie de la Corée du Nord. Les Chinois redoutent une Corée réunifiée et alliée aux Américains à leur frontière et des migrations massives de population vers son territoire en cas de chute du régime nord-coréen. Pyongyang compte sur cela afin d'éviter le « cauchemar stratégique » d'une entente sino-américaine sur le dossier nucléaire nord-coréen. En réalité, Pékin paraît surtout se servir de ce dernier pour négocier d'égal à égal avec Washington. La Chine est en effet opposée à un embargo total qu'elle considère inefficace, le programme nucléaire de la RPDC étant sanctuarisé, et dangereux car risquant de radicaliser Pyongyang. Cependant, Pékin est comme Moscou partagée entre sa quête de respectabilité internationale et son anti-hégémonisme américain, d'où ses contradictions⁵¹. Elle défend son droit à des bases « défensives » en Mer de Chine et la non-ingérence dans les affaires intérieures tout en faisant l'inverse à Séoul au sujet du THAAD. Afin de contrer la politique américaine de *containment* à son endroit, la Chine tente de se rapprocher de la Corée du Sud en s'associant officiellement aux sanctions internationales contre la RPDC. Mais ce faisant, elle déclenche la surenchère militaire de son « allié » nord-coréen qui contrecarre cet objectif en renforçant la coopération USA-RDC et en facilitant un rapprochement de cette dernière avec le Japon⁵². De plus, l'installation en 2017 du THAAD qui en découle affaiblirait la dissuasion nucléaire chinoise⁵³. La Russie voit avec intérêt une Chine aux prétentions accrues en Asie être ainsi gênée. Tout cela ternit la crédibilité internationale de Pékin qui apparaît autant piégée que maître de la situation face aux ambitions militaires de Kim Jong-un.

La réassurance américaine en Asie. Washington lutte contre une prolifération nucléaire nord-coréenne qui teste l'intérêt de sa présence stratégique en Asie. La RPDC cherche à instiller le doute sur les systèmes THAAD et *Aegis*, notamment en annonçant le succès d'un tir de MSBS⁵⁴ le 24 août 2016⁵⁵. Le millier de missiles que compterait l'arsenal de Pyongyang pourrait aussi saturer le THAAD. Ceux opérationnels à moyenne ou longue portée menaceraient les bases américaines à Guam, au Japon ou en Corée du Sud. Ces deux derniers Etats sont dépendants de la réassurance des USA qui saisissent cette « opportunité » favorisant leur renforcement stratégique régional contre la rivale chinoise. Enfin, avant l'entrée en fonction de Donald Trump en janvier 2017, les Etats-Unis n'envisagent pas actuellement un accord de type iranien⁵⁶ qui équivaldrait à récompenser l'agressivité du « *rogue state* » nord-coréen.

⁵¹ HEURTEBISE, Jean-Yves. Le grand échiquier coréen. *Lettre confidentielle Asie21*, n° 93, mars 2016, p. 10-11.

⁵² HINATA-YAMAGUCHI, Ryo. Completing the US-Japan-Korea Alliance Triangle. *The Korean Journal of Defense Analysis*, vol. 28, n° 3, septembre 2016, p. 383-402.

⁵³ South Korea's THAAD: Impact on China's Nuclear Deterrent. *Rajaratnam School of International Studies*, 27 juillet 2016. Consulté le 04/11/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/43mL>

⁵⁴ Missile mer-sol balistique stratégique, en anglais SLBM : *Submarine Launched Ballistic Missile*.

⁵⁵ Des experts estiment que la RPDC pourrait se doter d'une réelle capacité opérationnelle d'ici la fin 2018. Difficilement détectable, elle réduirait l'efficacité du THAAD (source : [38th North](http://urlz.fr/46eH), 26 août 2016).

⁵⁶ To start talks with North Korea, look to the Iran deal - but don't hold your breath. *Foreign Policy*, 12 septembre 2016. Consulté le 04/11/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/4eHe>